

Le combat des stagiaires reprend

Lettre ouverte du collectif *Un salaire pour toutes les stagiaires*

Ce n'est pas une pandémie qui aura fait cesser le travail gratuit. La crise sanitaire s'est doublée d'une crise de la reproduction sociale, qui n'a pas épargné l'école et les étudiants et les étudiantes qui travaillent. On nous a fait travailler à distance, en comodalité, en personne, avec des masques, sur Zoom, mais toujours sans salaire et protections légales. Les stagiaires ont continué de pallier le manque criant de personnel en éducation, en santé, en services sociaux et dans le communautaire, lorsqu'ils et elles ne travaillaient pas comme étudiants et étudiantes, à se former pour faire le travail qu'ils et elles, au fond, faisaient déjà. L'école et les milieux de stage ont prolongé l'horizon sans fin de travail gratuit des membres de la communauté étudiante, qui n'avaient toujours pas la moindre emprise sur leurs conditions d'études, de stages et de vie, finalement. Même lorsque le monde est en crise, le travail gratuit demeure une injonction pour tellement de personnes. La transformation de ces expériences individuelles en ras-le-bol collectif, doublée du retour, que l'on espère définitif, en présentiel, pave la voie à quelque chose qui nous manque cruellement depuis deux ans : s'organiser entre collègues pour reprendre contrôle sur nos conditions à l'école et en stages. Il est temps que nous soyons payé(e)s pour notre travail. Sinon, c'est simple. Ce sera la grève.

Les bourses et les droits ne paient pas le loyer

Presqu'un an jour pour jour avant la pandémie de la COVID-19, la campagne des Comités unitaires sur le travail étudiant (CUTE) portait la revendication de la rémunération de tous les

stages à son point culminant : une ultime grève générale menée par des milliers d'étudiants et étudiantes de plusieurs régions du Québec. Quelques mois plus tard, au cours de l'été 2019, on annonçait la mise en place de bourses pour certains stages dans plusieurs programmes collégiaux, professionnels et universitaires. Ce fût une petite victoire pour la campagne sur le travail étudiant, mais un premier gain tangible pour le mouvement étudiant en plus de 40 ans. Ces bourses ne sont bien évidemment pas ce qui était revendiqué par le mouvement des stagiaires en grève : elles concernent seulement certains programmes, reproduisent les disparités entre les niveaux d'études, laissent les stagiaires sans protections légales et sans salaire pour leur travail et plus encore. Mais elles sont un pas non-négligeable dans la direction de la reconnaissance du travail étudiant et par ricochet l'ensemble du travail gratuit qu'il induit, un précédent militant qui confirme la portée politique d'une grève générale des cours et des stages. On parle maintenant, sans grande résistance, de l'injustice que certains stages soient rémunérés et d'autres non et que les stagiaires sans salaire se retrouvent, non par hasard, précisément dans les milieux féminisés et sous-financés.

Il ne faut pas se faire d'illusion : c'est la grève qui a forcé le ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge, à débloquer quelque 30 millions de dollars pour ces bourses. Entre 2016 et 2019, ce sont les différentes vagues de débrayage qui ont permis à la campagne sur le travail étudiant de prendre de l'ampleur. À l'automne 2018, alors que le gouvernement caquiste venait tout juste d'être élu, le spectre de la grève faisait dire au ministre de l'Éducation qu'il ne fallait pas défoncer « [des portes ouvertes](#) » en ce qui concerne les stages : au-delà de 60 000 étudiants et étudiantes en grève plus tard, ce dernier promettait tout « [sauf le statu quo](#) ». Si les bottines de Roberge ont suivi ses babines au printemps 2019, c'est en raison de la grève, qui a démontré toute la valeur du travail étudiant et le rôle essentiel des stagiaires dans les services (para)publics,

notamment dans les domaines de la reproduction sociale.

Si le mouvement de débrayage a fait bouger un gouvernement de droite nouvellement élu en 2018-2019, il ne fait aucun doute que le contexte actuel soit favorable à une grève générale des cours et des stages. Au-delà du calendrier électoral et les va-et-vient de la crise sanitaire, l'importante pénurie de main-d'œuvre dans à peu près tous les domaines renforce les moyens de pression. Les services (para)publics ont un besoin criant de stagiaires pour boucher les trous. Les étudiants et les étudiantes n'ont jamais été aussi sollicité(e)s par et sur le marché du travail : de la reproduction sociale au service à la clientèle, en passant par le travail saisonnier, les membres de la communauté étudiante bouchent les nombreux trous laissés par la pénurie de main d'œuvre et la crise sanitaire. Plus encore, ils et elles occupent des emplois rémunérés similaires, voire identiques, à leurs stages, qui restent sans salaires. La frontière imaginaire entre l'école et le travail s'effrite de jour en jour, ce qui met en lumière l'importance du travail étudiant et des stages pour le bon fonctionnement de la société capitaliste.

Alors que la grève des cours menace de bloquer la formation et la diplomation de futur(e)s travailleurs et travailleuses fermement attendu(e)s sur le marché du travail, la grève des stages fait peser sur des centaines de milieux, dans plusieurs régions, le spectre de la perte d'une force de travail essentielle à leur fonctionnement. La grève ne remet donc pas seulement en question l'arrivée d'une future main-d'œuvre qualifiée sur le marché du travail : elle fait cesser le travail, bien actuel et réel, des stagiaires. Ce refus collectif d'être le cheap labor des services (para)publics peut faire une pression énorme sur l'État dans la situation actuelle.

C'est d'ailleurs ce dont témoigne la mise en place des bourses « Perspective », qui visent à attirer des étudiants et des étudiantes dans les principaux domaines touchés par la pénurie

de main-d'œuvre. Or, en plus d'exclure la vaste majorité des programmes d'étude, ces bourses, qui couvrent, grosso modo, le montant des frais de scolarité, ne sont rien d'autre que des compensations temporaires pour le travail gratuit des membres de la communauté étudiante, notamment dans [les programmes où les stages restent encore non rémunérés](#). Ces montants devraient non seulement être accessibles à l'ensemble des programmes collégiaux, professionnels et universitaires, afin d'atteindre la gratuité scolaire, mais aussi augmentés dans la perspective de la rémunération de tous les stages et du salaire étudiant. On le voit bien : l'État n'a pas le choix de débloquer des sommes pour limiter les conséquences des crises actuelles, mais il ne reconnaîtra jamais le travail des étudiants et des étudiantes sans un mouvement qui exige clairement un réel statut de travailleur et de travailleuse. On doit voir clair dans le jeu des réformettes du ministre du Travail, Jean Boulet, qui cherche à amadouer les stagiaires par [des droits et des protections légales](#) pour conserver leur travail gratuit. Tous les stages devraient évidemment prévoir des congés et des recours en cas d'abus et harcèlement, mais aussi une rémunération. Le salaire n'est pas un accessoire du statut de travailleur et de travailleuse.

Les bourses mises en place ces dernières années ne sont pas seulement insuffisantes, elles sont également extrêmement précaires. Rien ne garantit qu'elles ne seront pas abolies, une fois la pénurie de main-d'œuvre considérée apaisée ou une nouvelle vague d'austérité jugée nécessaire. Par le passé, un manque de bourses a mené l'Université de Sherbrooke à faire un « [tirage au sort](#) » parmi les étudiants et les étudiantes éligibles, ce qui pourrait se répéter alors que les admissions dans les programmes ciblés risquent d'augmenter. Récemment, les étudiants et les étudiantes du baccalauréat au travail social à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) se sont fait(e)s annoncer, par courriel, qu'il leur est impossible de cumuler leur bourse « Perspective » avec la bourse de soutien à la persévérance et à la réussite des stagiaires qui leur

était déjà attribuée en troisième année. On le voit bien : le gouvernement peut attribuer et retirer des bourses comme bon lui semble. Le salaire, quant à lui, n'est pas aléatoire ou révocable : il assure un même taux horaire pour tout le monde, peu importe le nombre d'heures travaillées, dans tous les domaines et niveaux d'études. De même, alors que les bourses « compensent » les étudiants et les étudiantes pour le temps qu'ils et elles ne passent pas à travailler pour un salaire, ce dernier reconnaît le travail étudiant comme tel. Le gouvernement est déjà en train d'attribuer des droits par-ci et des bourses par-là. Pourquoi ne se simplifie-t-il pas la tâche en reconnaissant le travail de l'ensemble des étudiants et des étudiantes, à l'école comme en stage, par un salaire?

La grève comme moyen de pression

Si ces interventions étatiques témoignent d'un contexte favorable à une grève pour la rémunération de tous les stages, elles menacent également de diviser les étudiants et les étudiantes ainsi que les stagiaires entre eux et elles. Il ne faut pas s'étonner que les grandes et petites associations étudiantes refassent tranquillement surface pour « représenter » cette lutte auprès du gouvernement, bien loin de la base d'étudiants et des étudiantes ainsi que de stagiaires qui s'organisent pour la grève. En 2018-2019, l'Union des étudiants du Québec (UEQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) ont déjà tenté de récupérer la campagne sur le travail étudiant, tout en défendant des propositions diamétralement opposées aux revendications du mouvement auprès du gouvernement. La campagne « [Stagiaires en solde](#) » de la FECQ se basait notamment sur une hiérarchie des types de stage à « compenser », suivant la logique de l'État. Il faut donc refuser toute forme de délégation de nos revendications à ces associations, qui appuieront seulement les moyens de pression pour s'approprier le statut d'interlocuteurs légitimes avec l'État et atténuer les revendications du mouvement. Faire front commun avec

l'ensemble de nos collègues, à tous les niveaux d'éducation et dans toutes les régions, est le seul moyen de résister aux tentatives corporatistes et étatiques de diviser pour moins rémunérer. Les réformettes de compensation et de protection ne sont pas un minimum auquel on doit se plier, mais la preuve qu'en défonçant des « portes ouvertes », les luttes passées ont porté fruit. Alors qu'un ras-le-bol collectif commence à se manifester, la lutte doit exiger un maximum de l'État et ne laisser aucune personne étudiante et stagiaire derrière. Les stratégies individuelles, comme celle des finissantes en psychologie à l'UdeM qui refusent présentement de « [pallier la main main-d'œuvre dans le public](#) » en priorisant des stages au privé avec des « meilleures conditions », ne portent pas fruit : ces stagiaires en psychologie se voyant présentement refuser leurs choix de stages.

Et on peut parier qu'une grève générale des cours et des stages n'aura pas à durer bien longtemps pour porter fruit. Le temps qu'elle peut libérer n'est toutefois pas perdu. Il faut notamment concrétiser la grève par des levées de cours, des lignes de piquetage et des tournées de stages. Ces dernières sont une stratégie élaborée par des militants et des militantes en 2018-2019 pour briser l'isolement des stagiaires éparpillé(e)s en dehors de l'école. En se rendant dans des milieux de stages réfractaires, les étudiant(e)s peuvent collectiviser le fardeau de la grève, alors que la rencontre de milieux en appui permet de concrétiser la solidarité entre les grévistes et les travailleurs et les travailleuses. Le temps regagné par le débrayage permet également de s'organiser au sein de l'école contre les menaces et les réactions de l'administration et des départements en écrivant des avis de grève et des lettres collectives, en occupant des bureaux et des locaux et en organisant des manifestations et des prises de parole. La grève est également un moment riche en délibérations, discussions et partages entre étudiants et étudiantes, qui peuvent développer l'argumentaire et la théorie de la lutte, tout en élargissant cette dernière à

d'autres sphères de la société et à d'autres mouvements politiques.

La lutte pour la reconnaissance de notre travail par un salaire participe d'un mouvement plus large de prise de contrôle étudiant sur les conditions d'études et de travail que nous imposent le capitalisme, le colonialisme, l'hétérosexisme et le racisme. Il ne s'agit pas seulement de lutter pour un montant d'argent, mais de s'organiser en tant que travailleurs et travailleuses pour reprendre le contrôle sur notre activité et nos milieux. Cela implique notamment de s'opposer frontalement à la Loi 21, de s'allier aux étudiants et aux étudiantes qui travaillent de l'international, comme ceux et celles qui ont récemment été laissé(e)s « [en plan](#) » après avoir payé des milliers de frais de scolarité à plusieurs collèges du Québec ayant fait faillite, et de créer des liens de solidarité avec les stagiaires en lutte dans le monde entier, notamment en Italie, où le programme « [alternanza scuola-lavoro](#) », qui oblige les étudiant.e.s à effectuer gratuitement des stages pouvant aller jusqu'à 200 heures afin d'obtenir leur diplôme, est actuellement radicalement remis en compte par des militants et des militantes. Les perspectives féministes qui animent ce mouvement étudiant impliquent également de ne pas le limiter à la sphère de l'éducation, mais de saisir la continuité de l'exploitation du travail de reproduction sociale : de la maison à l'hôpital, en passant par l'école et les stages. Les crises qui traversent l'ensemble de ces milieux depuis plusieurs années se sont accélérées et approfondies avec la pandémie de la COVID-19, et ce, toujours au détriment des travailleurs et des travailleuses. En Belgique, [l'Union syndicale étudiante \(USE\)](#) lutte contre la précarité des conditions de vie des étudiants et des étudiantes et pour la démocratisation de l'enseignement. L'USE est également pour la salarisation des stages. Au Québec, des stagiaires à temps plein dans des maisons de disque font leur travail bénévolement. Camille Delrieu, stagiaire en troisième année au

Baccalauréat en Travail social à l'UQAM, a d'ailleurs fait un stage non rémunéré de janvier à avril 2017 chez la maison de disque Dare to care Records, aujourd'hui connue sous le nom de [Bravo Musique](#). Camille a aussi été stagiaire assistante-scripte en cinéma et télévision au sein de l'[AQTIS](#) où elle a dû effectuer plusieurs journées de stage non rémunérées en 2015 afin d'obtenir son titre de permissionnaire. Les critères sont à peu près semblables pour les scriptes. Le ras-le-bol des étudiants et des étudiantes et stagiaires est également celui du corps enseignant, des infirmiers et des infirmières et des travailleurs et des travailleuses du sexe, qu'il faut traduire collectivement par un mouvement de lutte élargi. La grève des cours et des stages qui vient s'en veut un premier jalon.

Michelle Jobin

Camille Delrieu

Catherine Fontaine

Dahbia Illoul

Éloi Halloran

Camille Tremblay-Fournier